



## PROPOSITIONS DU MOUVEMENT FNE AUX MÉTROPOLES ET EPCI « POUR UN MONDE VIVABLE »

### 1. UNE COLLECTIVITÉ QUI PRIORISE SES AIDES ET SA COMMANDE PUBLIQUE AUTOUR D'UN NOUVEAU MODÈLE DE SOCIÉTÉ

La crise du Covid-19 qui survient actuellement nous rappelle sévèrement l'interdépendance des trois piliers du développement durable : l'environnement, le social et l'économie. Changer de modèle devient urgent, et ce à l'échelle locale comme planétaire.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés par l'ONU constituent un outil de référence. Sur cette base, les **critères d'éco conditionnalités et d'évaluation** pourraient être mis en place :

- ✓ **Au sein de la commande publique**
- ✓ **Pour l'ensemble des aides auprès des porteurs de projets publics ou privés,**

Ils prioriseraient la justice sociale, le renouveau économique et la préservation des ressources environnementales. Ainsi :

#### 1. **La cohésion sociale, la solidarité territoriale et générationnelle**

La collectivité encouragerait les projets et les actions favorisant l'insertion des jeunes et des demandeurs d'emplois, l'accès aux services publics et à une éducation pour tous,

#### 2. **L'épanouissement des êtres humains**

La collectivité veillerait au bien-être de ses citoyens en priorisant une ville vivable avec des transports en commun, des pistes cyclables, un habitat sain et accessible pour tous, des espaces de nature.

#### 3. **La préservation de la biodiversité des milieux et des ressources**

La collectivité favoriserait des projets limitant l'étalement urbain, protégeant les ressources naturelles : espaces naturels, eau, biodiversité, diminuant les gaz à effet de serre ;

#### 4. **L'adaptation au changement climatique**

La collectivité favoriserait l'émergence d'actions bénéfiques, pérennes et multifonctionnelles ;

**5. Une dynamique de développement en suivant des modes de productions et de consommations responsables**

La collectivité prioriserait les projets favorisant les circuits courts, une alimentation saine et de qualité, les produits éco conçus.

**6. La territorialisation des objectifs des schémas régionaux**

La collectivité veillerait à la mise en place d'un SCoT compatible avec le SRADDET ; mise en place de Programmes Locaux de Prévention de Déchets Ménagers et Assimilés en vue d'atteindre les objectifs du PRPGD ; mise en place de PCAET ambitieux.

**7. Des démarches de démocratie participatives dans les documents de planifications des collectivités.**

La collectivité s'assurerait que les documents de planification des collectivités sont construits en associant les citoyens à travers une large consultation publique.

## 2. UNE COLLECTIVITÉ QUI GARANTIT LA RÉSILIENCE DE SON TERRITOIRE

Pour se développer durablement quelles que soient les perturbations auxquelles doit faire face un territoire, il est nécessaire de penser sa résilience.

Un diagnostic des enjeux locaux de résilience pourrait être lancé dans chaque collectivité en concertation avec la société civile. Un plan d'actions partagé sur chacun des domaines nécessaires à la vie et au bien-être des populations pourrait être mis en place sur les axes suivants :

### 2.1 Préserver les biens communs au regard du changement climatique

#### 2.1.1 – Pour des Sols vivants

- Intégrer la zéro artificialisation nette du territoire dans les documents d'urbanisme /Renouveler le bâti existant plutôt que d'encourager les constructions nouvelles / Recenser les logements vacants
- Mise en place de moratoires sur les projets d'aménagement en zones à risques, les projets d'aménagements en zones agricole, naturelle et forestière
- Désimperméabiliser les sols, revégétaliser les berges des cours d'eau et prévoir des zones d'expansion des crues non urbanisées ;
- Restaurer et préserver les corridors écologiques et espaces verts dans les milieux urbains (coupures d'urbanisation), y compris les plus petits, des îlots de fraîcheur et lieux de convivialité ;
- Encourager la création de potagers communaux ;
- Développer un réseau de déplacements en modes doux ;
- Garantir l'application de la réglementation en matière d'éclairages et préserver la trame noire ;
- S'investir dans la lutte contre les pesticides par une politique de gestion communale Zerophyto mais aussi par le recours autant que de besoin à des arrêtés municipaux anti pesticides ou à minima par la mise en place de charte d'épandage.
- Créer un atlas de biodiversité afin de connaître la biodiversité présente sur la collectivité

#### 2.1.2– Pour un Air respirable et une santé en lien avec notre environnement

- **Avec une politique ambitieuse de transports alternatifs au routier :**
  - Développer l'écomobilité dont les mobilités actives (vélo et marche)
  - Concourir au développement d'une offre logistique urbaine

- **Avec des projets d'urbanisme favorables à la santé et au bien-être :**
  - Naturaliser les villes
  - Réorganiser l'espace pour les mobilités actives et des continuités écologiques
- **Mise en place de programmes territoriaux de santé environnement**  
Mise en place de diagnostics et programmes santé-environnement adaptés aux besoins du territoire

### 2.1.3 – Pour une Eau de qualité et en quantité et des milieux marins préservés

- Prendre en compte le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT,PLUi). Elaborer un volet mer dans les SCOT. Réaliser et mettre en œuvre, des schémas de cohérence : gestion des usages, cohérence écologique, de protection, restauration des habitats marins, gestion du littoral et du trait de côte, gestion des sédiments. Prendre en compte les zones de submersion et d'érosion marine lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT,PLUi)
- Renforcer la gestion du risque inondation, en réduisant et limitant l'imperméabilisation des sols, en interdisant les constructions dans les zones à risque et en développant la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature et la restauration du fonctionnement des milieux aquatiques.
- Contribuer à l'amélioration de la gestion de la ressource en eau pour les besoins des usages et des milieux aquatiques par des contrats de milieu et des SAGE notamment par des contrats de milieu et des SAGE.
- Développer la gestion intégrée du littoral et de la mer notamment à travers les contrats de baie.

## 2.2 Mettre en œuvre une véritable transition énergétique (PCAET)

Une politique volontariste et ambitieuse sur la transition énergétique doit être mise en place prioritairement dans les Plans Climat Air Energie du territoire (PCAET), notamment dans les domaines suivants :

**2.2.1 Efficacité et sobriété énergétiques** : Pour arriver à une région neutre en carbone, il faut agir principalement sur le domaine du bâtiment, en impulsant une véritable et massive politique de rénovation des passoires énergétiques et des transports en privilégiant les transports collectifs et les mobilités douces.

**2.2.2 Le développement des énergies renouvelables** : notre région a un potentiel important dans les domaines éolien et solaire. Il faut exploiter ce potentiel en favorisant des projets ambitieux, complémentaires et néanmoins respectueux de l'environnement. Les collectivités territoriales, de par leur connaissance fine de leur environnement et de leur population, peuvent être moteur pour attirer et faciliter des projets exemplaires, associant les citoyens à tous les stades de leur développement.

## 2.3 Œuvrer pour une autonomie alimentaire

**2.3.1 Les Plans Alimentaires Territoriaux (PAT)** doivent faire l'objet d'un portage politique à la hauteur de l'enjeu qu'ils constituent dans la région Provence Alpes Côte d'Azur, en premier lieu celui de Marseille Aix Provence Métropole et Pays d'Arles.

**2.3.2** Les collectivités en charge des PAT devront veiller à :

- La participation du tissu associatif (sensibilisation citoyenne et éducation des jeunes aux enjeux d'une alimentation saine et durable, promouvant les filières bio et locales, et de la lutte contre le gaspillage alimentaire) ;
- La préservation des espaces agricoles et naturels ;
- La consolidation d'une agriculture écologique et raisonnée.

**2.3.3** Développer les mêmes orientations du PAT dans la restauration scolaire.

## 2.4 - Eviter, récupérer, partager

Il est indispensable que les territoires s'investissent pour prévenir les déchets, limiter le gaspillage, organiser la réutilisation ou le réemploi ou encore améliorer le recyclage.

**2.4.1 Elaborer un Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA)**, avec la participation la plus effective possible de la population, si un PLPDMA a déjà été établi, le suivi attentif de ses résultats et la prise de mesures correctives, avec une participation des habitants, moyen indispensable pour progresser ;

**2.4.2 Mettre en place en milieu rural ou péri-urbain, le compostage de proximité ;**

**2.4.3 Mettre en place en zone dense une collecte sélective des biodéchets ;** une étude économique permettrait de définir le zonage le plus opportun.

**2.4.4 Inciter les habitants à réduire et mieux trier leurs déchets** via une **tarification adaptée** ; tous les territoires qui ont essayé ont vu les poubelles grises diminuer de façon importante sans pour autant que ne se développent à terme des décharges sauvages. Notre région est quasi la seule à ne voir aucune avancée dans ce domaine, il est temps de se poser la question.

**2.4.5 Multiplier les points de collecte de vêtements**, aider à l'organisation de ressourceries, etc. Ces moyens pour aller vers l'économie circulaire qui s'impose contribuent à des créations d'emplois et au développement d'une offre de produits à faible prix et de qualité pour sa population, notamment la plus modeste.

**2.4.6 Communiquer sur les enjeux de santé publique** et environnementaux du **brûlage des déchets verts**, tradition bien ancrée dans l'esprit de nombreux habitants malgré les arrêtés préfectoraux sans doute trop peu connus.

Orienter l'utilisation des déchets verts à des fins de **broyage/paillage ou de compostage** :

- Mettre à disposition des broyeurs ou l'organisation de services de broyage à domicile,
- Rappeler l'existence de déchetteries de proximité, voire si nécessaire un recours aux sanctions légales ;
- Mettre en place des solutions localement adaptées pour les coupes effectuées dans le cadre des obligations légales de défrichement (OLD), sans brûlage dérogatoire sur place.

## 2.5 Renforcer l'information, la sensibilisation et l'éducation du public

Intégrer pour les écoles, des temps de sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Renforcer l'information et la sensibilisation de tous les publics sur les enjeux environnementaux et les risques majeurs (simulation d'exercices).

### 3. UNE COLLECTIVITÉ QUI MOBILISE AUTOUR D'ELLE L'ENSEMBLE DES ACTEURS

Cette sortie de crise doit être un moment levier pour s'orienter vers un nouveau modèle sociétal. Il s'agit de travailler ensemble pour redonner la priorité au bien être de vivre et de proposer un projet stimulant d'après crise, porteur à la fois d'espoir mais aussi de solutions durables et pérennes.

Des actions concrètes et efficaces peuvent se mettre en place pour lancer dès aujourd'hui, de manière participative, une nouvelle démocratie :

- **Mise en place d'une fabrique territoriale de la transition** à l'échelle de bassins de vie incluant l'ensemble des parties prenantes et un panel de citoyens avec pour objectif, le suivi, l'évaluation sur les plans projets programmes de la collectivité et des aides publiques de la collectivité. Cela implique une réelle transparence sur l'affectation des budgets et la vérification de la nécessaire opérationnalité des actions dans un temps court. Elle proposerait des critères d'éco conditionnalité des aides dans l'ensemble des politiques publiques.
- **Ouvrir plus d'espaces de gouvernance à la société civile** avec :  
La création de comités d'initiatives et de concertation citoyenne à l'échelle communale  
Le maintien des conseils de développement au sein des intercommunalités et la prise en compte de leur leurs propositions
- **Renforcer les moyens (financiers et humains) des associations** force de propositions et de réalisations.
- **Veiller à associer les ONG environnementales et les citoyens à la politique locale**, notamment sur tous les projets d'aménagement du territoire.